

Mot des coéditeurs

Anie Bras, Bernard Fusulier et Kerline Joseph

La promotion des femmes dans la science et les professions universitaires relève à la fois d'une valeur sociale, en favorisant l'égalité entre les sexes, mais aussi d'un souci d'efficacité, en donnant la possibilité à tous et à toutes d'épanouir leurs talents et ainsi de renforcer le potentiel de progrès scientifique et de développement d'une société. Ce numéro spécial vise à mettre en perspective et à comprendre les processus, mécanismes, obstacles et adjuvants qui interviennent dans l'accès des femmes aux domaines scientifiques et leur progression dans les carrières académiques au sein de la société haïtienne.

De longue date, les sciences humaines et sociales ont attiré l'attention sur l'importance des cadres de socialisation et les rapports sociaux de sexe dans la différenciation sexuelle et la hiérarchisation sociale. Les évolutions de la neurobiologie, ayant bénéficié des avancées technologiques (dont les IRM), ont pu démontrer que le sexe biologique ne surdétermine pas le développement cérébral, si ce n'est une petite partie régulant la reproduction biologique qui n'influence pas les capacités cognitives [1]. Il s'agit par conséquent de se dégager de «l'alibi de la nature» [2] pour pouvoir analyser les différences de «succès» entre les hommes et les femmes dans les carrières scientifiques et académiques en tant que phénomène social et culturel, c'est-à-dire dont la «nature» relève des contextes historiques, de processus sociologiques, de cadres juridiques et d'effets psychosociaux lié à un ordre genré (un système de différenciation du masculin et du féminin et d'assignation de rôles prioritaires aux hommes et aux femmes à différentes échelles macro-méso-micro).

À l'échelle de l'Europe occidentale, les historiennes et les historiens s'accordent aujourd'hui pour structurer l'accès des femmes aux professions supérieures en quatre temps [3]:

- Dernier quart du 19^e siècle: le «temps de l'exception». Ouverture à certains métiers dans le prolongement du rôle de mère et compatible avec ce dernier (enseignantes, médecins, avocates...).
- 1920-1960, le «temps de l'ouverture». Accès progressifs aux métiers de la fonction publique (mais les femmes y sont souvent cantonnées à des rôles d'assistantes). Progressivement, les verrous sautent, secteur après secteur.
- Des années 1970 aux années 1990, le «temps de la mixité». Celui où toutes les professions supérieures deviennent accessibles aux femmes. Elles y restent néanmoins le plus souvent minoritaires.
- Les années 2000, le «temps de l'égalité»? On peut en effet constater une progression des femmes dans l'ensemble des professions supérieures, bien que des «niches masculines» subsistent.

Comme le soulignent les études dans les pays qualifiés de «développés», c'est-à-dire qui sont dans des conditions économiques et institutionnelles pouvant soutenir des politiques volontaristes, l'égalité entre les sexes est encore loin d'être atteinte dans le monde académique. On y observe le phénomène de la moindre présence des femmes au fur et à mesure de la progression dans les carrières scientifiques et académiques (le *leaky pipeline* [4, 5]) et donc de l'existence d'un plafond de verre [6, 7, 8]. Les causes des inégalités relèvent aujourd'hui moins d'une discrimination directe et explicite [9], qui serait d'ailleurs juridiquement condamnable, que d'une *gendered organization* [10]. Différents mécanismes sont identifiés dans la littérature: la présence des *old boys' clubs* favorisant l'entre-soi masculin [11], d'un effet Matilda [12, 13] invisibilisant l'apport des femmes aux productions scientifiques (contre un effet Matthieu [14] pour les hommes) ou encore de l'injonction à donner toute priorité au travail sur la vie privée selon un habitus masculin [15], le chercheur apparaissant comme un *lonely hero* [16] entièrement engagé dans son travail et donc supposément libéré des contraintes domestiques par un *carer*. À cet égard, les modes de l'articulation entre le privé et le professionnel se doivent d'être investigués [17, 18, 19, 20].

Bien que s'inscrivant dans un champ de recherches déjà très dense au niveau international, l'originalité de ce cahier thématique est de s'interroger sur la situation des femmes en Haïti et sur leur accès aux savoirs scientifiques, ainsi que sur leur présence et leur progression dans les carrières académiques. Son ambition est de poser un diagnostic sur les facteurs qui soutiennent ou, au contraire, limitent la place des femmes haïtiennes dans le monde scientifique. Les approches disciplinaires sont variées: philosophiques, économiques, juridiques, historiques, politologiques, sociologiques.

Malgré des différences de contextes, Suze Youance et Audrey Groleau montrent bien que l'accès des filles aux programmes universitaires liés aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques (STIM) au Québec et en Haïti présente une série de difficultés similaires. Ces dernières ne sont pas forcément insurmontables, car à la lumière de l'état des lieux, ces auteures font émerger des pistes susceptibles d'augmenter l'accès et la rétention des femmes dans les carrières en STIM.

Ketleine Charles, étudiant la représentation des femmes dans le corps professoral universitaire haïtien et les instances de décisions, souligne de son côté qu'en dépit d'une «féminisation» au cours de ces 20 dernières années de la population estudiantine, notamment dans les universités privées haïtiennes, le corps académique et administratif reste profondément marqué par une ségrégation masculine. Il ne fait nul doute que la traditionnelle division sexuelle du travail et donc l'affectation de rôles sociaux différenciés entre les femmes et les hommes constituent un facteur d'inégalité très important. À cet égard, Stevens Azima, Ericca Johanna Déborah

Lagrandeur et Samuel Edouard Duclosel mettent en évidence, dans leur article, les difficultés des étudiantes (en situation de grossesse ou mères de famille) de l'Université d'État d'Haïti à concilier les études et les responsabilités familiales. Mickens Mathieu remet d'ailleurs en cause la façon dont la théorie économique explique cette différenciation des rôles. Pour Rose Esther Sincimat Fleurant, pour contrer les inégalités entre les hommes et les femmes, il est indispensable que tous les établissements d'enseignement haïtiens adoptent une approche intégrée de la dimension genre. Le chantier est immense, car il touche aux fondements des sociétés patriarcales qui ont tendance à situer le féminin dans l'espace privé et le masculin dans l'espace public, comme le déconstruit Lucie Carmel Paul-Austin dans sa contribution. ■

BIBLIOGRAPHIE

- 1 VIDAL, C. et BENOIT-BROWAEYS, D. (2015), *Cerveau, sexe et pouvoir*, collection «Alpha» (poche).
- 2 DELPHY, Ch. (1998). *L'ennemi principal. Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse.
- 3 SCHWEITZER, S. (2009). «Du vent dans le ciel de plomb? L'accès des femmes aux professions supérieures, XIX^e-XX^e siècles», *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 2, p. 183-198.
- 4 ALPER, J. (1993). «The pipeline is leaking women all the way along», *Science*, vol. 260, p. 409-411.
- 5 Dubois-Shaik, F., Fusulier, B. et VINCKE C. (2018). «A gendered pipeline typology in academia», in MURGIA, A. et POGGIO, B. (Eds), *Gender and precarious research careers. A comparative analysis*, London-New York, Routledge p. 178-205.
- 6 FASSA, F. et KRADOLFER, S. (dir.) (2010). *Le plafond de fer de l'université. Femmes et carrières*, Zurich, Seismo.
- 7 SHE FIGURES (2015). *European Commission, Gender in Research and Innovation*.
- 8 ROGERS, R. et MOLINIER, P. (dir.) (2016). «*Les femmes dans le monde académique. Perspectives comparatives*», Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Essais.
- 9 MUSSELIN, C. et PIGEYRE, F. (2008). «Les effets des mécanismes du recrutement collégial sur la discrimination: le cas des recrutements universitaires», *Sociologie du travail*, vol. 50, p. 48-70.
- 10 ACKER, J. (1990). «Hierarchies, jobs, and bodies: A theory of gendered organizations», *Gender & Society*, vol. 4, p. 139-158.
- 11 CASE, S. S. et RICHLEY B. A. (2012). *Barriers to Women in Science: Examining the Interplay Between Individuals and Gendered Institutional Research Cultures on Women Scientists Desired Futures*, Work and Family Researchers Network Conference, New York, 14 juin.
- 12 ROSSITER, M. (1993). «The Matthew Matilda Effect in Science», *Social Studies of Science*, vol. 23, n° 2, p. 325-341.
- 13 FASSA, F., KRADOLFER, S. et PAROZ, S. (2012). *Enquête au royaume de Matilda. La relève académique à l'Université de Lausanne*. Lausanne, Genève: LIVES Working Papers, n° 11.
- 14 MERTON, R. K. (1969). «The Matthew Effect», *Science*, vol. 159, n° 3810, p. 56-63.
- 15 BEAUFAYS, S. et KRAIS, B. (2005). «Femmes dans les carrières scientifiques en Allemagne: les mécanismes cachés du pouvoir», *Travail, genre et société*, vol. 14, n° 2, p. 49-68.
- 16 BENSCHOP, Y. et BROUNS, M. (2003). «Crumbling Ivory Towers: Academic Organizing and its Gender Effects», *Gender Work and Organization*, vol. 10, n° 2, p. 194-212.
- 17 MARRY, C. et JONAS, I. (2005). «Chercheuses entre deux passions», *Travail, genre et société*, vol. 14, n° 2, p. 69-88.
- 18 CASE, S. S. et RICHLEY, B. A. (2013). «Gendered institutional research cultures in science: the post-doc transition for women scientists», *Community, Work & Family*, vol. 16, n° 3, p. 327-349.
- 19 ECKLUND, E. H. et LINCOLN, A. E. (2016). *Failing Families, Failing Science. Work-family conflict in academia science*, New York University Press, New York.
- 20 Dubois-Shaik, F. et Fusulier, B. (dir.) (2017). «Work – Life Interferences in Scientific Careers», *European Educational Research Journal* (SAGE), vol. 16, n°s 2-3.

Anie BRAS, Ph.D. est enseignante-chercheuse à l'Université Quisqueya (UniQ). Elle est la directrice du Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU) et coordonnatrice du programme de formation doctorale en Études urbaines de cette même institution. Elle anime conjointement avec le CODEV de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), l'équipe de chercheurs de l'UniQ impliquée dans le projet européen dans le champ de l'urbain. Elle est spécialiste en Environnement/Propreté urbaine et auteure de plusieurs articles à ce sujet. En juin 2012, l'Université du Québec à Montréal et l'Université Quisqueya lui ont décerné le prix Obicson Lilitte en études urbaines pour ses travaux sur la gestion des déchets à Port-au-Prince. Anie BRAS est membre régulière de l'Association Haïtienne «Femmes, Science et Technologie». aniebrasjoseph@gmail.com

Bernard Fusulier, Ph.D. est Docteur en sociologie. Il est directeur de recherche du Fonds National de la Recherche Scientifique et professeur de sociologie à l'Université catholique de Louvain (UCL). Il est affilié au Groupe Interdisciplinaire de Recherche sur la Socialisation, l'Éducation et la Formation (GIRSEF), et au Centre Interdisciplinaire de Recherche sur les Familles et les Sexualités (CIRFASE) au sein de l'*Institute for the Analysis of Change in Contemporary and Historical Societies (IACCHOS)*. Il est chercheur associé du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE-CNAM/Paris). En 2003, il a été nommé chercheur qualifié du FNRS et professeur à l'Université catholique de Louvain. En 2004, il a obtenu une subvention du *Marie Curie European Reintegration Grant* pour poursuivre ses travaux sur l'articulation de la vie professionnelle avec la vie familiale qui constitue toujours son principal axe de recherche. Ses intérêts de recherche portent sur la relation travail/famille/genre, les carrières scientifiques, les politiques sociales, les parcours de vie, la sociologie du travail, des organisations et des professions et la transaction sociale. bernard.fusulier@uclouvain.be

Kerline Joseph, Ph.D. est professeure associée à l'Institut des sciences, des technologies et des études avancées d'Haïti (ISTEAH), chercheure associée au Centre de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC), membre du conseil d'administration de l'ISTEAH et vice-présidente du comité Justice sociale et droits humains du Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle (GRAHN). Elle est détentrice d'un baccalauréat en criminologie, d'une maîtrise en droit international et d'un doctorat en droit, et a plusieurs publications à son actif. Elle a accumulé des expériences professionnelles diversifiées et la qualité de ses travaux de recherche et son grand intérêt pour les questions sociales et politiques lui ont, entre autres, mérité une reconnaissance du Centre de recherche-action relations raciales (CRARR). En octobre 2010, elle a eu l'honneur d'être récompensée du Prix du gouverneur général du Canada en commémoration de l'affaire «personne», et ce, pour souligner son implication au plan de la promotion et de la protection des droits de la personne. Elle a assuré la coordination générale du projet SAGA au sein de l'ISTEAH (2017-2018), un projet initié par l'UNESCO. jkerline@hotmail.fr